

Statuts

Article 1 Dénomination

Entre tous ceux qui adhéreront aux présents statuts, il est constitué une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901 qui prend la dénomination de Zéro Waste Fontainebleau Avon

Article 2 Objet / mission sociale

L'Association Zéro Waste Fontainebleau Avon a pour objet, à l'échelle territoriale du sud de la Seine et Marne et communes avoisinantes :

- d'informer toutes les composantes de la société et, de manière générale, toute personne qui solliciterait sa compétence, sur la problématique des déchets,
- d'agir dans le but de prévenir et de réduire la quantité et la toxicité des déchets de toutes sortes,
- de militer en faveur de la suppression des traitements des déchets les moins respectueux de l'environnement (notamment stockage, incinération, tri mécano-biologique etc.),
- de promouvoir par tous moyens la démarche Zero Waste (zéro gaspillage et zéro déchet).

L'Association Zéro Waste Fontainebleau Avon défend les intérêts des citoyens, des consommateurs, des usagers et des contribuables dans tous les domaines et en particulier dans les domaines de l'environnement, de la gestion des déchets, du cadre de vie, de la publicité et de l'alimentation. En ce sens, elle peut travailler dans des domaines qui ne sont pas habituellement catalogués comme relevant de la problématique des déchets.

Zero Waste est une démarche positive pour aller vers une société zéro gaspillage et zéro déchet, qui suppose la participation de toutes les composantes de la société.

L'association est sans but lucratif.

Article 3 Durée

La durée de l'association est illimitée.

Article 4 Siège social

Le siège social de l'association est fixé :

Maison dans la Vallée
27/29 rue du Vieux Rû
77210 Avon

Il pourra être transféré en tout autre lieu du territoire d'action sur simple décision du conseil collégial.

Article 5 Conditions générales d'adhésion

Toute personne physique peut adhérer librement à l'association.

L'agrément préalable exprimé à la majorité absolue du conseil collégial est requis pour l'adhésion des personnes morales de droit privé.

Les personnes morales de droit public et les salariés de l'association ne peuvent pas adhérer à l'association.

Tous les adhérents de l'association adhèrent sans restriction aux principes énoncés à l'article 2 des présents statuts et de la charte des valeurs et du fonctionnement, et se doivent de les respecter. Ils participent aux assemblées générales et y bénéficient du droit de vote.

L'adhésion vaut pour l'année civile en cours. Elle doit être renouvelée chaque année.

Article 6 Conditions particulières d'adhésion des personnes morales de droit privé

Toute demande d'adhésion à la présente association présentée par une personne morale de droit privé est formulée par écrit et soumise au conseil collégial qui statue, selon un mode de prise de décision défini dans l'Article 11, sur cette admission sans avoir à justifier sa décision, quelle qu'elle puisse être. La décision est communiquée par simple lettre au candidat.

Article 7 Cotisation

Tous les adhérents de l'association doivent acquitter une cotisation annuelle.

Son montant est fixé chaque année par l'assemblée générale sur proposition du conseil collégial.

Ses modalités sont définies par l'assemblée générale, également sur proposition du conseil collégial (cotisation annuelle réduite accordée, sans justificatif, aux personnes qui en ont besoin)

En sus de la cotisation, les adhérents de l'association peuvent verser des dons ou acquitter une cotisation de soutien. La cotisation de soutien est facultative.

Article 8 Démission- radiation- exclusion

La qualité d'adhérent de l'association se perd par :

- le décès pour une personne physique;
- la mise en redressement judiciaire ou la dissolution pour une personne morale;
- la démission adressée par écrit au conseil collégial;
- la radiation pour non paiement de la cotisation annuelle;
- l'exclusion pour motif grave.

Le conseil collégial peut accepter, ajourner ou refuser toute demande d'adhésion sans être tenu de fournir le motif de sa décision. Il peut également prononcer l'exclusion temporaire ou définitive d'un membre qui manquerait aux dispositions statutaires ou porterait un préjudice matériel ou moral à l'association.

L'exclusion est prononcée par le conseil collégial, statuant par décision selon l'article 11, après que l'intéressé ait dûment été invité, par simple lettre, à fournir des explications écrites. S'il conteste la décision, l'intéressé pourra faire appel devant la plus proche assemblée générale.

Article 9 Ressources

Les ressources de l'association comprennent :

- 1°) les cotisations et autres dons en numéraire, en nature ou en compétences versés par ses adhérents;
- 2°) les dons manuels qui lui sont accordés par des donateurs privés;
- 3°) les subventions qui lui sont accordées par l'Etat ou les collectivités publiques ;
- 4°) les revenus des biens et valeurs possédées par l'association ;
- 5°) les sommes perçues en contrepartie de prestations fournies;
- 6°) le produit de ventes d'objets lors de manifestations organisées au profit de l'association;

et plus généralement toutes ressources autorisées par les lois et règlements en vigueur.

Est considéré comme donateur toute personne privée, non adhérente de l'association, lui ayant apporté une contribution financière ou autre sans que cette contribution puisse être considérée comme une cotisation.

L'association refuse les contributions, financières ou autres, de toute entité dont les activités ou les intérêts contredisent l'article 2 des présents statuts. Il entre dans la mission du conseil collégial de veiller tout particulièrement à cette question.

Toute subvention ou demande de subvention provenant d'une personne morale de droit privé ou d'une personne morale de droit public doit faire l'objet d'un agrément exprimé par le Conseil collégial

Article 10 Fonctionnement de l'association

La direction de l'association est assurée par un Conseil Collégial. Il est au quotidien une instance ouverte de coordination de l'association : il assure la conduite collective des projets en cours et participe à la mise en place des orientations et actions prévues par l'Assemblée Générale. Il se réunit autant de fois que nécessaire. Il se réunit sur la demande d'au moins la moitié de ses membres à moins qu'une date de réunion ait déjà été décidé lors la précédente séance.

Il est investi des pouvoirs nécessaires au fonctionnement de l'association et peut ainsi agir en toutes circonstances en son nom, notamment sur le plan légal.

Il peut désigner un ou plusieurs des membres pour représenter l'association dans tous les actes de la vie civile. Chacun-e de ses membres peut ainsi être habilité-e à remplir, au cours d'une période déterminée, toutes les formalités de déclaration et de publication prescrites par la législation et tout autre acte administratif nécessaire au fonctionnement de l'association et co-décidé par le Conseil Collégial.

Ses membres sont élu-es pour un an par l'Assemblée Générale et choisi-es parmi les membres actifs. Il est composé au minimum de 6 membres, de préférence de manière paritaire. Un nombre maximum de membres pourra être défini dans la charte de fonctionnement si besoin.

Ils/elles sont élu-es à main levée lors de l'Assemblée Générale ordinaire, sauf si un membre demande un vote à bulletin secret. Les membres sortants sont indéfiniment rééligibles. En cas de vacance, décès, démission, exclusion, le Conseil Collégial pourvoit provisoirement par voie de cooptation, après consultation des adhérent-e-s, au remplacement de ses membres. Il est procédé à leur remplacement définitif par l'Assemblée Générale ordinaire suivante. Les fonctions des membres ainsi élu-es prennent fin au moment où devrait normalement expirer le mandat des membres remplacé-es.

Tout membre de l'association ayant au moins deux mois d'ancienneté et à jour de ses cotisations peut être candidat au Conseil Collégial. Pour cela, il doit déposer sa demande au plus tard 15 jours avant l'Assemblée Générale au Conseil collégial qui collectera et centralisera les demandes d'admissions présentées pour faciliter les votes en Assemblée Générale.

Tout candidat au conseil collégial devra déclarer sur l'honneur un non-conflit d'intérêt avec l'objet et les activités de l'association.

Les décisions sont prises selon les modalités de l'article 11 des présents statuts. Tout adhérent non membre du conseil collégial peut participer au réunion (sans voix délibérative). Chaque réunion donne lieu à un compte-rendu.

Les membres du Conseil Collégial exercent leurs fonctions bénévolement. Toutefois, les frais occasionnés par l'accomplissement de leur mandat, après accord préalable du Conseil Collégial, peuvent être remboursés sur justificatif.

Chaque membre du conseil est habilité à administrer et représenter l'association.

Le Conseil collégial veille au respect des statuts et à la sauvegarde des intérêts moraux de l'association,

Il supervise la conduite des affaires de l'association,

Il veille à la régularité des comptes,

Il fait ouvrir tout compte bancaire nécessaire, effectue les emplois de fonds et contracte les emprunts,

Il décide de tout acte, contrat, marché, investissement, achat, vente, demande de subvention nécessaire au fonctionnement de l'association etc...

Il est compétent pour les contrats de travail et fixe les rémunérations des salariés de l'association

Il veille à la mise en œuvre des décisions prises dans le cadre des AG, et veille à ce que toutes les mentions à porter au registre des associations soient effectuées,

Il prononce les éventuelles mesures de radiation des membres.

Il rend compte de son activité à l'assemblée générale.

Le Conseil Collégial est l'organe qui représente légalement l'association en justice. En cas de poursuites judiciaires, les membres du Conseil Collégial en place au moment des faits prendront collectivement et solidairement leurs responsabilités devant les tribunaux compétents.

Article 11 **Prise de Décisions**

Les décisions (en dehors des assemblées générales) seront majoritairement prises par consentement dans l'objectif d'inclure l'opinion de chacun-e et la participation de tous sans pour autant l'imposer. Le consentement est atteint lorsqu'une proposition est largement approuvée ou ne rencontre pas de veto ou d'opposition forte. Contrairement à l'unanimité, le processus de prise de décision par consentement construit sa décision collectivement sans avoir recours systématiquement au vote.

Au quotidien, des groupes de travail ouverts et inter-dépendants, constitués de manière pérenne ou ponctuelle, travaillent à l'avancement du projet sur des thématiques qu'ils s'approprient, définissent méthode de travail et processus de décision qui correspond le mieux aux personnes qui les constituent, en respectant le cadre initial du consentement.

En cas d'échec du processus de consentement, la décision pourra être prise par un vote à la majorité des deux tiers présents, à main levée ou par bulletin secret si un membre le demande.

Article 12 **Quorums**

Assemblée générale ordinaire : Le taux de participation minimale de vingt-cinq pour cent (25%) des adhérents et cinquante pour cent (50%) des membres du conseil collégial est exigé pour les délibérations (procurations comprises)

Assemblée générale extraordinaire : Le taux de participation minimale des deux tiers (66%) des adhérents et cinquante pour cent (50%) des membres du conseil collégial est exigé pour les délibérations (procurations comprises)

Si ces propositions ne sont pas atteintes, l'assemblée est convoquée à nouveau à quinze jours (15 jours) d'intervalle. Elle peut alors délibérer quel que soit le nombre de membres présents.

Pas de limite minimum pour les autres réunions.

Article 13 Réunion plénière

Il s'agit de réunir l'ensemble des membres, sans distinction, pour assurer le travail collectif de manière élargie, à la manière qui avait été suivie jusqu'au moment où le collectif ne se transforme en association, et éviter le sentiment de séparation entre l'organe d'administration et les membres.

Ce serait de la réunion plénière que partiraient des groupes de travail et ateliers par exemple et devant elle que l'on ferait le retour.

Pour chaque réunion plénière, une équipe d'animation sera définie.

Article 14 Assemblée générale ordinaire

L'Assemblée Générale Ordinaire comprend tous les membres adhérents de l'association. Elle est aussi ouverte à toutes personnes susceptibles d'être intéressées par les objectifs de l'association. Mais ne prennent part aux votes que les membres adhérents à jour de leurs cotisations .

L'Assemblée Générale Ordinaire se réunit une fois par an et chaque fois qu'elle est convoquée par le Conseil collégial ou sur la demande d'au moins la moitié des membres. Les membres de l'association recevront une convocation avec l'ordre du jour au moins 15 jours avant la date fixée.

La réunion commencera par l'ordre du jour, suivi par la présentation des rapports moraux, d'activité et financiers pour approbation et l'élection des membres du Conseil Collégial.

Les décisions sont prises à la majorité . Le scrutin peut être secret si un membre le demande. Les membres empêchés peuvent se faire représenter en signant un pouvoir, soit nominativement, soit au nom du conseil collégial qui les répartira équitablement entre ses membres. Nul ne peut détenir plus de deux pouvoirs.

Article 15 Assemblée générale extraordinaire

Une Assemblée Générale Extraordinaire est convoquée, si besoin est, sur décision du Conseil Collégial ou sur la demande d'au moins la moitié des membres de l'association. L'Assemblée Générale Extraordinaire est soumise aux mêmes règles que l'Assemblée Générale Ordinaire.

L'assemblée générale extraordinaire est compétente pour:

- modifier les statuts
- décider la dissolution de l'association et la dévolution de ses biens à une association poursuivant un but analogue
- décider de la fusion de l'association avec toute autre association.

Les décisions sont prises à la majorité des deux tiers des voix des adhérents présents ou représentés.

Article 16 Charte de fonctionnement

Une charte de fonctionnement destinée à fixer les modalités d'exécution des présents statuts sera proposée par le conseil collégial et votée en Assemblée Générale.

La charte de fonctionnement s'impose à tous les adhérents de l'association.

Selon les retours des adhérents, elle peut être modifiée ou complétée par le conseil collégial pour être de nouveau proposée à l'Assemblée Générale suivante pour adoption.

Article 17 Dissolution

En cas de dissolution prononcée par les deux tiers au moins des adhérents présents à l'assemblée générale extraordinaire, un ou plusieurs liquidateurs sont nommés par celle-ci. Les apports avec droit de reprise seront intégralement remboursés aux apporteurs, dans la limite des sommes inscrites au bilan comptable à la date de la liquidation. Le reste de l'actif, s'il y a lieu, est dévolu conformément à l'article 9 de la loi du 1er juillet 1901 et au décret du 16 août 1901.

Article 18 **Formalités**

Le conseil collégial est chargé de remplir les formalités de déclaration et de publicité requises par les lois et règlements en vigueur.

Le conseil nommera pour chaque formalité à accomplir un représentant.

Article 19 **Communication électronique**

Toutes convocations, correspondances, communications, consultations et d'une manière générale tous documents écrits prévus aux présents statuts pourront être adressés par voie électronique.

Statuts adoptés par l'assemblée générale extraordinaire du

Le Conseil Collégial